

# NAF

BI-MENSUEL  
ROYALISTE

DU 19 MAI  
AU 1er JUIN 1976

6E ANNÉE

DIRECTEUR  
POLITIQUE  
B. RENOUVIN

n° 226 3 F

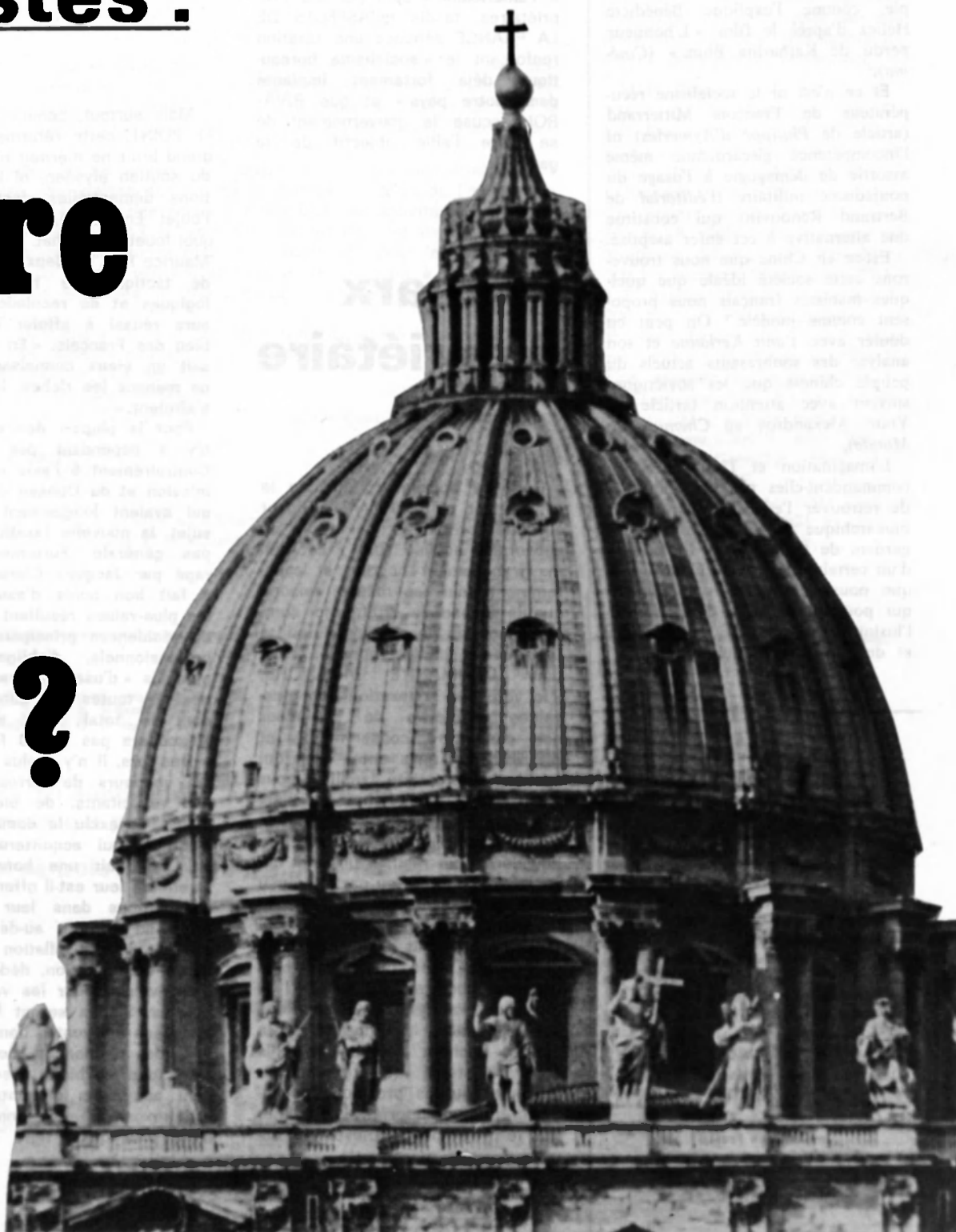
NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

communistes :

# victoire

# à

# rome ?



# repères

Il est beaucoup question d'Etat et de système dans ce numéro.

L'Etat ? Son absence de tête et de légitimité profonde explique les crises de l'Europe méditerranéenne et les progrès du P.C. Italien (article de Michel Tournier en pages centrales).

Mais cet Etat n'a pas plus de limites que de centre. Gérard Leclerc (*Idées*) explique qu'il est composé de structures aveugles emboîtées les unes dans les autres qui modèlent toute la société, nient la personne et la responsabilité, et forment un système clos. L'Etat c'est aussi le sujet du livre de Bernard Chantebout analysé par Yves Landevennec (rubrique *Lire*).

C'est ce système clos et infernal que prévoit pour demain le romancier Henrik Stangerup dans « L'homme qui veut être coupable » (notre rubrique *Lettres*). Ce demain, qui est déjà notre aujourd'hui partiellement, en Allemagne par exemple, comme l'explique Bénédicte Heliez d'après le film « L'honneur perdu de Katharina Blum » (*Cinéma*).

Et ce n'est ni le socialisme récupérateur de François Mitterrand (article de Philippe d'Aymeries) ni l'incompétence giscardienne même assortie de démagogie à l'usage du poujadisme militaire (l'éditorial de Bertrand Renouvin) qui constitue une alternative à cet enfer aseptisé.

Est-ce en Chine que nous trouverons cette société idéale que quelques maoïstes français nous proposent comme modèle ? On peut en douter avec Yann Kerlanne et son analyse des soubresauts actuels du peuple chinois que les soviétiques suivent avec attention (article de Youri Alexandrov en *Chemins du Monde*).

L'imagination et l'innovation ne commandent-elles pas, au contraire, de retrouver l'essence paternelle et monarchique de l'Etat... tout en se gardant de tomber dans les erreurs d'un certain royalisme ? C'est à cela que nous convie Philippe Vimeux qui poursuit sa série d'articles sur l'histoire des rois, des prétendants et des royalistes depuis 1789.

**NAF**

Edité par S.N.P.P.  
17, rue des Petits-Champs,  
Paris (1er)

Téléphone : 742-21-93  
Abonnement trois mois : 20 F  
Abonnement six mois : 40 F  
Abonnement un an : 70 F  
Abonnement de soutien : 120 F  
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z  
Directeur de la publication :  
Yves AUMONT

Les illustrations et photos illustrent ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété de la NAF.

Imprimé en France

naf 226 page 2

# la presse au crible

« Goutte à goutte, « ILS » détruisent la France » s'indignait l'autre jour CARREFOUR en dénonçant sur toute sa première page la « destruction organisée du travail, du goût de l'effort, du patrimoine familial ». On pouvait s'attendre à ce que l'hebdomadaire qui pourchasse sans relâche le fameux « chef d'orchestre clandestin », prenne dans l'affaire des plus-values, une position parfaitement folklorique. Pourtant, c'est sur cette position que s'alignent les défenseurs les plus sérieux du capitalisme, assistés par une presse d'extrême-droite décidément vouée aux combats les plus douteux. Ainsi, la VIE FRANÇAISE dénonce, au nom de la justice bien entendu, le « bombardement à l'américaine » subi par les propriétaires, tandis qu'ASPECTS DE LA FRANCE dénonce une taxation renforçant le « socialisme bureaucratique déjà fortement implanté dans notre pays » et que RIVAROL accuse le gouvernement de se faire l'allié objectif de la gauche.

## marx propriétaire

Curieuse accusation, puisque la gauche est plutôt réservée, quant à cette prétendue opération de subversion sociale. Elle y est même franchement hostile, et apparemment pour les mêmes raisons que la presse de droite : Ici comme là, on ne pense qu'à défendre cette bonne vieille propriété. Ainsi, pour L'HUMANITE DIMANCHE, « le vote sur la taxation des plus-values permettra de distinguer non pas entre conservateurs et réformateurs, mais entre ceux qui spolient la propriété familiale pour enrichir les plus riches et ceux qui la protègent ».

Pour susciter une telle levée de boucliers, pour réaliser un front uni de l'extrême-droite au parti communiste en passant par les petits et les grands valets du capitalisme, il faut que le projet d'imposition des plus-values fasse peser une bien grave menace sur la société ! A moins que ces grandes déclarations sur la France, la Propriété et la Liberté cachent des soucis plus terre à terre (électoraux par exemple) ou les pressions de tel ou tel groupe d'intérêt. Sans oublier que le projet peut soulever des ob-

jections techniques parfaitement recevables. Car il est vrai, comme le note Alain Vernholes du MONDE, que « le projet tel qu'il se présente cumule trop de défauts et d'inconvénients » pour ne pas s'exposer à de très vives critiques, venues des horizons les plus divers.

## pas de quoi fouetter un chat

Mais surtout, comme le montre LE POINT, cette réforme lancée à grand bruit ne méritait ni l'honneur du soutien élyséen, ni les accusations démentielles dont elle est l'objet. En réalité, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. « Mais », écrit Maurice Roy, en deux ans d'erreurs de tactique, de fautes psychologiques et de reculades, Giscard aura réussi à affoler inutilement bien des Français. « En France, disait un vieux connaisseur, quand on menace les riches, les pauvres s'affolent. »

Pour la plupart des citoyens, il n'y a cependant pas de quoi. Contrairement à l'avis de la Commission et du Conseil économique qui avaient longuement étudié le sujet, la nouvelle taxation ne sera pas générale. Fortement encouragé par Jacques Chirac, Giscard a fait bon poids d'exonérations : les plus-values résultant de ventes de résidences principales, d'actifs professionnels, d'obligations, de meubles « d'usage courant » ; ainsi que de toutes les autres ventes dont le total dans une année n'excèdera pas 10 000 F. (...)

Dès lors, il n'y a plus guère que les vendeurs de terres agricoles non exploitants, de biens immobiliers — exclu le domicile — et d'actions qui acquitteront l'impôt s'ils ont fait une bonne affaire. Et encore leur est-il offert quelques consolations dans leur malheur : prise en compte au-delà de dix ans du taux d'inflation et de la durée de détention, déduction des moins-values pour les valeurs mobilières. Seules seront lourdement imposées les ventes dans les deux ans de résidences secondaires, mais tous les biens possédés pendant au moins quarante ans seront exonérés. Le monstre donc n'est plus qu'un tigre de papier.

Il semble d'ailleurs que le remue-ménage se limite au monde du fric car les Français dans leur ensemble ne sont pas aussi hostiles qu'on le dit au projet.

Dès lors les députés se trouvent en porte-à-faux, comme le souligne malicieusement LE QUOTIDIEN DE PARIS en commentant un sondage IFOP-Le Point :

« Les chiffres sont éloquentes : 45 % des personnes interrogées se déclarent hostiles au projet de taxation des plus-values, 9 % ne se prononcent pas et 46 % s'y déclarent favorables, soit la majorité simple. Plus significatives encore sont les réponses aux questions précises posées par l'I.F.O.P. : 54 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de la taxation sur la revente des résidences secondaires, 71 % pour celle sur les ventes d'or et 74 % sur celle concernant les immeubles de rapport. En outre 71 % des Français se déclarent « non concernés » par le projet de taxation.

## la veuve méritante

Qui osera encore prétendre que les Français (avec un grand F) ne veulent pas de cet impôt, qu'ils ont peur pour leurs économies, etc. ? Qui osera encore utiliser le cas d'une veuve méritante, là d'un ouvrier économe, pour s'en prendre à M. Fourcade en se drapant dans l'intérêt du plus grand nombre ?

Vous voilà bien ennuyés, messieurs : pour une fois, la majorité silencieuse n'est pas de votre côté. Vous qui prétendiez seulement lui servir de porte-voix, il va falloir que vous modifiez votre attitude. Vous avez le choix : réviser votre position en suivant l'avis du plus grand nombre, ou vous obstiner dans un combat douteux en disant vraiment qui vous entendez défendre.

Bonne question. Mais la réponse ne fait aucun doute : elle se lit déjà dans les amendements parlementaires qui cherchent à tuer une réforme pourtant bien timide. Ainsi va la « société libérale avancée » qui réussit à fédérer les mécontentements sur des ombres de réformes. Il faudrait mieux, pour son avenir même, que Giscard dise clairement qu'il entend ne rien changer à l'ordre des choses...

Jacques BLANGY.

## un socialisme récupérateur

A en croire un récent sondage, l'indice de popularité de M. Mitterrand serait, actuellement, au plus haut avec 62 % d'opinions favorables. Il est vrai que le leader de la gauche, passé maître dans l'art de la critique, a la partie facile, face à l'incohérence et à l'incompétence distinguée de l'équipe au pouvoir. Et l'occasion lui est souvent offerte de faire la démonstration — au moins sur un plan théorique — de la cohérence de ses analyses.

Inscrivant ses réflexions dans la même perspective électoraliste que la majorité, il cherche aussi à rassurer, ou séduire, telle ou telle partie de la population traditionnellement hostile à la gauche ou plus simplement peu convaincus de l'efficacité des solutions qu'elle propose.

Ainsi, devant les membres de l'Association des cadres dirigeants de l'industrie (A.C.A.D.I.), M. Mitterrand s'était-il efforcé d'actualiser certains passages du Programme Commun et de préciser en des termes très modérés les principales positions du Parti Socialiste sur les problèmes économiques. La nouveauté des propos, la modération du ton avait été relevée — non sans quelque ironie — par M. Jacques Ferry, président de la commission de politique économique du C.N.P.F.

L'affaire aurait pu en rester là, tournant rapidement au dialogue de sourds. En elle-même, elle comportait déjà assez d'enseignements montrant l'intérêt porté par le C.N.P.F. aux déclarations du leader de la gauche. Mais l'occasion était trop belle pour M. Mitterrand et ses conseillers économiques. Ce qui nous vaut aujourd'hui un intéressant document sur le sujet très controversé des nationalisations (1).

### UNE CHARTE DES NATIONALISATIONS ?

De quoi s'agit-il en fait ? De convaincre le C.N.P.F. que le Parti Socialiste est capable de gérer la société capitaliste ? De poser les premiers éléments d'une « charte des nationalisations » ? De dégon-

fler le « mythe » de la nationalisation pour le démarquer clairement du collectivisme ? Ou plus simplement d'actualiser la théorie socialiste classique en l'insérant dans la réalité du capitalisme français de 1976 ?

C'est en tout cas cette dernière démarche que M. Mitterrand semble vouloir d'abord adopter. Mais la référence obligée à la lutte des classes ou aux contradictions internes d'un capitalisme destiné « par l'effet de sa propre logique » à s'auto-dévoier » cède rapidement la place à une présentation pertinente de quelques données fondamentales de l'économie française. Et avec raison, M. Mitterrand invite à constater « la dépendance où le capitalisme bancaire tient de plus en plus le capitalisme industriel » et rappelle, d'autre part, que les situations de monopole ne sont pas l'apanage du secteur public comme en témoigne la situation de Péchiney, de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson ou de la C.G.E. Il reprend alors à son compte un concept forgé par le Professeur Perroux, celui « d'effet de domination », parfaitement applicable en la matière.

Mais pour répondre plus précisément à M. Ferry, M. Mitterrand cherche à démontrer trois choses :

- Premièrement « entreprise publique n'équivaut pas nécessairement à monopole » (et cela est exact comme en témoigne, par exemple, la situation du secteur du crédit).
- Deuxièmement, l'entreprise publique supporte aisément



la comparaison sur le plan de la « compétitivité des résultats financiers » (notion bien vague et argument contestable quand on songe à la S.N.C.F.).

- Troisièmement, du fait même de l'existence d'entreprises dominantes, nous ne sommes plus dans une économie de libre marché (il est vrai que nous ne l'avons sans doute jamais été).

### PROFIT ET POUVOIR

Au-delà de cette première passe d'armes assez bien engagée, puis poursuivie par un rappel de la situation défavorable des petites entreprises, M. Mitterrand nous semble aborder le cœur du problème lorsqu'il dit : « Nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi. Au contraire, il est gage de création de richesses et condition de progrès commun. Mais nous pensons que le problème posé est celui de sa dévolution synonyme de pouvoir ».

Si l'on accepte cette première conclusion, il est certain que se pose le problème — au niveau de la collectivité nationale — du contrôle des secteurs-clés de l'économie lorsque ceux-ci dépendent trop fortement d'un quasi-monopole ou d'une entente monopolistique.

La Nationalisation peut alors paraître la solution de contrôle la plus simple et la plus efficace pour autant qu'elle ne devienne pas une fin en soi et ne fasse pas tomber sur les entreprises concernées une véritable chape bureaucratique.

Pour faire face à toute inquiétude sur ce plan, M. Mitterrand propose alors cinq règles de gestion pour les entreprises publiques. Refus du gigantisme, refus de l'isolement par rapport à la concurrence internationale, meilleur contrôle et sanction de la gestion, « garantie d'une croissance régulière et saine de leurs fonds propres », et, enfin, soumission de l'appareil industriel « au service des intérêts nationaux dans le cadre de la planification démocratique ».

Voilà de bonnes intentions, un peu floues il est vrai, mais le principe est acceptable. Seulement, on ne peut s'empêcher de se demander quels moyens M. Mitterrand envisage d'employer pour

obtenir l'application de ces règles de gestion.

Sanctionner la mauvaise gestion ? Parfait, mais sur quels critères, par quels moyens (licenciements ?) et jusqu'à quels niveaux dans la hiérarchie ?

Refus du gigantisme ? Excellent, mais il faudra alors faire éclater les grandes unités et cela implique une plus grande mobilité des travailleurs.

Certes, la tâche sera rude et forte l'opposition, de la base au sommet, mais l'entreprise n'est pas impossible, pour autant que les buts en soient clairement définis.

### QUELLES FINALITES ?

Or, s'agit-il d'un transfert d'une propriété privée à la collectivité nationale ? Cet « effet de domination », si bien mis en relief, cessera-t-il de ce fait ? Quant au problème du pouvoir si justement évoqué dans ses rapports avec la répartition du profit, il est curieusement absent de la réflexion finale. C'est qu'il est bien difficile de marier « planification démocratique » et « autogestion », Marx et Proudhon.

Alors se révèlent plus significatifs des clins d'œil aux petits patrons (écrasés par les monopoles) ou aux cadres (privés de responsabilité). Le socialisme que nous propose M. Mitterrand ne serait-il pas quelque peu récupérateur ? Car, enfin, sur ce sujet tellement important — des rapports entre les intérêts privés et l'intérêt national — la nationalisation nouveau style proposée par le Parti Socialiste n'apporte qu'une solution excessivement partielle, et nullement révolutionnaire. Soyons certain que M. Mitterrand cherchera encore sur d'autres thèmes, et réussira sans doute, à rassurer le C.N.P.F.

Mais l'absence de toute vision politique plus globale, plus cohérente laissera toujours sur leur faim ceux qui n'auront pas cédé aux chants des sirènes de la gauche et refusant le conservatisme étroit de la droite, tentent de définir une économie au service de l'homme et non des monopoles privés ou publics.

P. d'AYMERIE.

(1) - Le Monde, 6 mai 1976. - M. Mitterrand répond à M. Jacques Ferry sur les nationalisations.

## chine

# que veut la masse ?

Le peuple chinois demeurera-t-il éternellement passif face à son destin ?

Il n'y a pas à dire, la mauvaise foi insigne de la propagande communiste prend à tous les coups en Occident. Soljénitsyne parle-t-il du Goulag ? Nos intellectuels se détournent gênés. L'effroyable déportation des habitants de Pnomh-Penh vieillards et malades compris ? Sans la nier, on la minimise.

De toute façon, une certaine intelligentsia admet une fois pour toutes que, quelles que soient les « bavures », les masses sont toujours derrière un Etat communiste. En Chine comme ailleurs, bien sûr ! La récente crise survenue là-bas n'intéresse les Occidentaux (et les Russes) que dans la mesure où elle peut modifier les équilibres mondiaux. Peu importe ce qu'en pensent les masses qui sont, par hypothèse, heureuses « sous le leadership » du glorieux timonier et satisfaites par l'assurance du bol de riz quotidien. Ce petit Teng (d'ailleurs si affreusement pro-russe), ne pouvait donc remettre en question un équilibre d'ailleurs plutôt rassurant pour les Occidentaux.

Or, l'examen attentif de la situation prouve tout le contraire : le mouvement du 4 et 5 avril semble être l'affleurement d'une très puissante vague de fond qui dépasse le cadre d'une lutte de succession et montre que l'adhésion populaire au régime est loin d'être unanime.

A l'occasion du Chin Ming (4 avril), fête du renouveau de la nature associée au culte des morts (1), un immense hommage spontané s'est exprimé en faveur de Tcheou en Lai : la popularité de ce dernier reste immense : là où Mao n'est qu'admiré, Tcheou, l'incarnation de la sagesse traditionnelle, est aimé.

Les autorités à l'instigation des « radicaux » conduits par Chian Ching (épouse de Mao) ont tenté en vain de réfréner ce mouve-

ment, elles lui reprochaient de faire revivre des traditions, et un passé qu'elles veulent détruire. Elles ont donc — sans attaquer de front le disparu — fait enlever les couronnes et inscriptions populaires. Cela entraîna, d'après tous les témoignages, un raz de marée d'indignation dans la foule : un étudiant hostile à Tcheou est écharpé (il recevra la palme du martyr communiste) et les soldats (dont certains furent pris à parti par la foule) n'interviennent pas.

Ce mouvement, dont l'ampleur a surpris les autorités, n'a guère pu être inspiré par Teng (le pro-russe) : malgré son franc parler il a trop appris la diplomatie avec son ami Tcheou pour commettre une telle maladresse. De plus,

personne dans le mouvement n'a fait allusion à Teng Hsiao Ping, trop peu « aimable » pour être populaire.

Le gouvernement, gêné par la spontanéité du mouvement, a utilisé — discrètement — la milice pour rétablir l'ordre. Il n'a pas utilisé l'armée dont les réactions auraient été incertaines. La presse chinoise, comme de bien entendu, a minimisé les agissements d'une « poignée d'agitateurs » qui auraient été entourés de simples curieux.

De quoi s'agit-il en fait ? D'une réaction de masse due à l'inquiétude populaire : des slogans muraux ont fait allusion à l'incertitude de l'avenir lorsque les étoiles disparaissent. De plus, le peuple chinois sait très bien dans sa

sagesse millénaire qu'il fait toujours les frais des luttes de succession.

Pour l'instant, ces manifestations ont permis aux ennemis de Teng d'obtenir sa peau sans qu'ils aient pu cependant mettre en place le clan de l'épouse de Mao. (N'ont-ils pas osé ? Ou Mao s'est-il rebiffé ?).

Les lampistes, proclamés responsables de l'incident, sont passés devant le tribunal du peuple tandis que le modéré Hua-Kouo-Fong tente d'assurer son autorité.

Mais le peuple chinois, à nouveau, réduit au silence, restera-t-il indéfiniment passif devant son destin ?

Yann KERLANNE

(1) Dont le corps a fait retour à la terre.

## 沿着毛主席的无产阶级 革命路线乘胜前进！

## l'u.r.s.s. devant la crise chinoise

« Crise générale de l'idéologie et du régime, maoïstes et les nécessités objectives du développement de la Chine dans la voie socialiste », les expressions ne manquent pas à Moscou pour qualifier cette nouvelle crise chinoise. Celle-ci était à vrai dire prévue et attendue. La presse soviétique se plaît à souligner qu'il s'agit en effet d'un nouveau round dans la lutte pour le pouvoir en Chine, où les diverses factions politiques vivent et combattent dans l'attente de la mort du grand timonier.

Selon les Soviétiques, la crise aurait débuté vers la fin janvier, début février, lorsque Teng Hsiao Ping présenta devant le Bureau Politique du Parti son rapport sur le développement de l'économie chinoise. Ce rapport semblait contenir des critiques assez sévères. Partisan d'une approche rationnelle devant conduire à un renforcement de la productivité, Teng Hsiao

Ping vit son projet de plan quinquennal combattu avec violence par les radicaux du « groupe de Changhaï », pour qui la fermeté de la ligne politique prime les impératifs du développement économique. Aussi l'objectif majeur du « groupe de Changhaï » consisterait-il actuellement à « modifier à son avantage le rapport de forces au Bureau Politique, surtout dans son comité permanent au CC PCC et au Conseil d'Etat », ainsi qu'à reconquérir les positions gagnées durant la Révolution culturelle puis perdues quelques mois après, au sein de l'Assemblée Nationale des Représentants du Peuple. Déjà — affirment les Izvestia — les radicaux auraient réussi à s'assurer le contrôle des organes d'information qu'ils utilisent abondamment dans la campagne contre Teng Hsiao Ping.

Les Soviétiques ne doutent pas du sérieux de la crise chinoise.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'ils suivent avec attention l'évolution du nouvel aspect d'une crise déjà ancienne. Selon l'hebdomadaire « Temps Nouveaux », « les appels des maoïstes à la cohésion et à la stabilité par les purges, la terreur et l'intimidation sous couvert de lutte des classes font prévoir une détérioration continue de la situation ». Et, bien que l'ensemble de la presse moscovite souligne l'incertitude pesant sur l'issue de la confrontation, des avertissements fleurissent ici et là : les crises provoquées par les maoïstes « finiront inévitablement par susciter dans l'arène politique chinoise les forces qui abattront le maoïsme et le régime despotique et antipopulaire auquel il a donné naissance ». Nul doute que les Soviétiques feront tout pour influencer la politique chinoise en ce sens !

Youri ALEXANDROV



par  
gérard  
leclerc

## autour de l'état

De tous les monstres froids, l'Etat est le monstre le plus froid... Le fameux et terrible mot de Nietzsche me fait question. Certes, il est prophétique, certes, il est juste, il qualifie exactement la nature du phénomène dont nous suivons aujourd'hui le développement. Pourtant, il ne résoud pas quelques problèmes fondamentaux : qu'est-ce que l'Etat, ou que devrait être l'Etat ? Et en conséquence, le phénomène observé mérite-t-il ce nom d'Etat ? Ne déborde-t-il pas, en l'englobant, en le colonisant, sa réalité ?

Pour déblayer le terrain, tentons brièvement une enquête. L'Etat, aujourd'hui, c'est un président de la République qui dirige, assisté d'un gouvernement. Mais c'est également une administration considérable, ou plutôt un certain nombre de rouages administratifs gigantesques qui tournent autour du pivot central, censé les diriger. Ainsi, la machinerie recouvre l'ensemble du pays, enserme les citoyens dans un réseau dense de bureaux, de services : l'école, la santé et la sécurité sociale, la justice et la police, la fiscalité, l'armée etc... Comment rendre compte de cet ensemble complexe ? Il me semble que les dénominations classiques de l'Etat sont radicalement inadéquates pour nous y aider. Ainsi le mot démocratie. Même s'il y a de la démocratie, du suffrage populaire dans tout cela. La réalité est singulièrement plus vaste. C'est pourquoi le mot de système, si critiquable, si indéterminé qu'il soit par ailleurs, est le seul qui convienne en définitive. Sa définition est simple : ensemble d'éléments interdépendants et formant un tout organisé. Nous avons bien un tout organisé à partir d'éléments interdépendants. Mais organisé comment ? Généralement, on parlera de structure pyramidale pour signifier que les éléments sont radicalement ordonnés et commandés de proche en proche par l'organisme qui se trouve au sommet de la pyramide, détient les commandes et donne les impulsions. Mais ce n'est pas le seul type de structure possible, il y a également la structure dont les éléments bien distincts, s'emboîtent les uns dans les autres. Modèle par trop mécanique ? Sans

aucun doute. Mais puisque l'on parle par analogie, il n'est pas sûr du tout que les analogies de type biologique soient plus adéquates. On pourrait, parler des rapports entre cellules ou organes dans un corps. Mais dans un corps, il y a le rôle déterminant du système nerveux central, du cerveau. Or, il n'est pas du tout sûr que dans l'ensemble social qui nous occupe ici, il y ait un sujet central qui commande. Paradoxe ?

C'est sûrement paradoxal pour une part, faux pour une autre. Il est certain que l'autorité centrale est capable de certaines impulsions, de certaines réformes. Mais que l'on y réfléchisse : Si ce corps est doué d'une tête, cette tête possède-t-elle la capacité réelle de gouverner ce corps ? En d'autres termes, l'école, les finances, la santé ne sont-elles pas autant d'états dans l'Etat, avec une autonomie considérable de régulation ? Et ces états ne sont-ils pas en eux-mêmes des sortes d'automates ? Si bien que l'ensemble serait lui-même un gigantesque automate.

### LE PARADOXE DU TECHNOCRATE

Pourtant, dans ces mécaniques, il y a des hommes, il y a peut-être jusqu'à des superman, les nouveaux aristocrates du savoir et donc du pouvoir. Ce n'est pas douteux. Et il n'est pas douteux non plus que ces gens-là aient un appétit de puissance, un désir de commandement à la mesure de leurs capacités et que la machinerie étatique leur donne les moyens de les assouvir. Justement, cette puissance ne tire-t-elle pas sa force de l'anonymat de la structure, de l'impersonnalité du système et aussi de la superbe objectivité de la rationalité scientifique ? Car lorsqu'un technicien gouverne, ce n'est pas le personnage qui gouverne, c'est la technique ou la science qui agissent par lui. Du coup, notre analogie de l'automate ne perd rien de sa pertinence. Le technocrate affirmant son désir, son génie de la manipulation ? Il ne faut voir là que ruse de la raison. Par la technocratie s'établit le règne de la raison dont le triomphe coïncide avec la victoire de l'Etat par qui s'opère la pleine rationalisation de la vie sociale. Nous sommes donc désormais à mille lieues du bon vouloir du Prince. La fatalité démocratique et parlementaire avec son incompétence et ses incertitudes est exorcisée. C'en est fini des caprices individuels, des foucades et des folies d'une liberté déchainée. Les sujets s'abolissent dans un mouvement d'objectivation, dont renaitra un sujet absolu qui aura résolu sa distance à l'objet par un savoir absolu.

Empruntant son vocabulaire à Hegel, sommes-nous très loin de sa logique et de sa théologie ? Je n'ai pas les textes pour en juger. Mais ce que j'ai lu de Claude Bruaire me donne à penser que nous sommes tout près. La coïncidence nécessaire de la raison et de la réalité, écrit Bruaire, termine en politique la recherche du bien, résoud en système étatique l'éthique de la volonté. Sans au-delà moral ni en-deça de vie privée, l'Etat absorbe le religieux et tarit le désir humain (1). Nous sommes au terme du processus du système automate, sujet absolu.

### VERS LE TOTALITARISME

En un sens, François Chatelet n'a pas tort d'affirmer que Dieu est déjà là, dans sa majesté, sous le double aspect des castes bureaucratiques et des élites savantes (2).

Il faudrait préciser tout de suite de quel Dieu il s'agit, le Dieu hégélien et rationaliste, que seuls les parfaits cornichons confondent avec le Dieu de la révélation. Il n'en reste pas moins vrai que ce faux Dieu a des prétentions absolues qui sont autant de grimaces de l'absolu. En particulier la prétention morale, la résolution en système étatique de l'éthique de la volonté doit être prise extrêmement au sérieux. Elle est la marque indélébile du totalitarisme au bout de sa logique, lorsqu'il s'empare des consciences.

La véritable morale est de l'ordre du secret, de l'intériorité, de l'adhésion du cœur, du mouvement mystérieux de la liberté. Qu'elle puisse donner lieu à des traités, à la profession de moraliste ou de casuiste, que même elle participe à l'élaboration du droit positif, tout cela ne change rien à son être qui suppose une distance jamais abolie avec l'objectivité d'un droit tout fait. Sinon, elle s'évanouit. Or, force nous est de reconnaître que cette distance tend à s'abolir, du fait de la pratique sociale, de la coercition des esprits, de la prétention de plus en plus grande du système à régir la vie privée, la vie profonde des communautés et des personnes, en dernier ressort des prétentions rationalistes et scientistes. Est-il si absurde d'imaginer pour demain une société avec une législation, soutenue par des moyens de coercition douce ou plus radicaux (la lobotomie n'est pas faite pour les chiens, nom de nom), de façon à faire vivre les individus « moralement » sans problème, dans un conformisme béat, bercés par un système où le pouvoir et la science ne feraient qu'un dans l'Etat ? Le Danois Stangerup ose imaginer cela dans un roman d'anticipation qui n'est pour lui que la prolongation des tendances actuelles (cf. notre rubrique Lettres).

### LA CONJONCTION DE L'ETAT ET DE SCIENCE

« De nos jours, écrit François Chatelet, le dieu mortel, le Léviathan, la réalité de la puissance résulte de la conjonction de l'Etat et de la Science. L'Etat savant et ses multiples institutions de pouvoir — pouvoir qui se dit articulé sur le savoir — redoublés par la technocratie, ou ce qui revient au même par le Parti, lui-même fondé, affirme-t-il, sur la science de la société, ne se contente pas d'enregistrer le corps charnel des nations ; il exerce un double pouvoir spirituel. » Double parce que : 1) par un réseau de signes il manipule les individus ; 2) par la formation et l'installation d'élites dont la vocation est de croire et de faire croire en leur science, il se met en situation transcendante. Et Chatelet montre qu'il y a là imposture, accumulation de mensonges.

Cela dit, n'avons-nous pas exagéré, systématisé le système ? Bien sûr ! Mais nous l'avons fait sciemment, non pas tant par volonté polémique que par désir de révéler certaines potentialités. Disons que c'est vrai jusqu'à une limite toujours incertaine. Mais cet essai de dévoilement est encore négatif. Reste l'effort positif, qui consisterait à dépouiller l'Etat de son impersonnalité, de sa prétention à tout savoir, pour le rendre à son humilité, à sa justice. Et tel l'instaurer.

Gérard LECLERC.

(1) La raison politique. Fayard.

(2) Cf. dossier des Nouvelles Littéraires — 8 avril 1976 — « Nouveau savoir, nouveau pouvoir ».

# communisme : victoire en méditerranée?



Georges Marchais et Santiago Carillo : le P.C.I. tactique des partis espagnol

Elections portugaises, crise italienne, incertitudes espagnoles, préparation de l'après titisme en Yougoslavie... Décidément, le versant méditerranéen de l'Europe devient (ou redevient) une région profondément instable.

Ces pays de la Méditerranée constituent, dans une certaine mesure, chacun des cas particuliers. On peut cependant constater chez eux, des similitudes de structures et de problèmes.

Similitude de problèmes : les quatre Etats européens de la Méditerranée occidentale sont des pays marqués (exception faite de la Yougoslavie) par l'empreinte du catholicisme. Cela les rend totalement allergiques à la société libérale et permissive de style anglo-saxon ou scandinave. Cette allergie se remarque dans le domaine des mœurs : ainsi, en Italie le projet de loi autorisant l'avortement suscite des résistances bien plus grandes que la loi Veil en France. Mais cette allergie provoque également une méfiance instinctive à l'égard du capitalisme privé.

Il serait certes absurde de nier qu'il existe, en Italie ou en Espagne, de puissants groupes financiers privés : songeons à l'empire Fiat à Turin ou au rôle joué par les affairistes de l'Opus Dei en Espagne. Il n'en reste pas moins que la Yougoslavie est pays de socialisme d'Etat (agrémenté d'un fumet autogestionnaire) et qu'en Italie ou en Espagne, l'industrialisation s'est faite en partie autour de technocraties également étatiques. Les hommes de l'Opus Dei se sont

servi très souvent de l'appareil économique construit par le régime franquiste. Et l'on sait l'étendue du pouvoir de groupes publics comme l'E.N.I. ou l'I.R.I. en Italie.

Parallèlement se maintient un esprit de clan et de clientèle provoqué par l'existence d'un important secteur de grande propriété terrienne et patriarcale. Cet esprit de clientèle donne à une partie de la population espagnole, portugaise

M. Camacho, leader des commissions ouvrières espagnoles et fidèle allié du P.C.E.



et surtout italienne, une mentalité d'assistés. Joint à la demie étatisation de l'économie il provoque la naissance de sociétés ultra-bureaucratiques.

## DES ETATS

### EN QUETE DE LEGITIMITE

Mais la bureaucratisation de l'économie se combine à l'in-

existence d'un pouvoir politique fondé sur une légitimité profonde.

La monarchie italienne a disparu avant d'avoir eu le temps de créer un Etat solide. Le régime parlementaire qui lui a succédé n'a connu que quelques années de stabilité, lorsque la démocratie chrétienne possédait la majorité absolue au Parlement. Depuis vingt ans ce n'est plus le cas. Et le parti fondé par De Gasperi doit s'allier avec trois ou quatre petits groupements (libéraux, républicains, socio-démocrates, socialistes) pour gouverner.

Gouverner ? Si l'on peut dire ! Car les coalitions au pouvoir doivent satisfaire des intérêts et des clientèles antinomiques. Ainsi, le Parti Socialiste est assez à gauche, tandis que les républicains sont un parti libéral et liés à de puissants intérêts d'argent. Ceci entraîne à la fois une politisation de l'administration dans laquelle chaque parti case ses protégés et une incapacité totale à résoudre (ou même à poser) les problèmes fondamentaux. D'où une déliquescence du pouvoir et une anarchie larvée qui font trop souvent de l'Italie la risée de l'Europe.

L'Espagne, elle, n'a connu depuis deux siècles que des régimes impuissants ou des guerres civiles. Et le franquisme victorieux après l'holocauste de 1936-1939 a instauré la dictature d'une moitié de l'Espagne contre l'autre.

Le Portugal, depuis la chute de la monarchie en 1910, connaît le même sort. Tantôt l'anarchie (1910-1928, 1974-1976), tan-

tôt une dictature préhistorique, celle de Salazar. Quant à la Yougoslavie, mosaïque de peuples balkaniques, elle maintient sa cohésion uniquement à cause de la poigne de fer de Tito... aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans.

## TRAVAIL - FAMILLE - PATRIE... PARTI ?

Ce vide politique dans des sociétés par ailleurs hiérarchisées favorise... les partis communistes. Ceux-ci constituent souvent l'organisation la plus stable et la plus rigide de leur pays. Ils ont repris à leur compte les « valeurs bourgeoises » : défense de la famille et de la vertu, exaltation du travail bien fait... Leur jeu politique dans les trois pays où ils ne sont pas au pouvoir mérite donc d'être examiné de plus près.

C'est bien entendu en Italie que le P.C. est le plus puissant : 33,5 % des voix aux élections communales et régionales de juin 1975 et 1.700.000 adhérents. Le Parti est l'élément prépondérant des juntes de gauche qui administrent six régions sur vingt (Emilie, Romagne, Ombrie, Toscane, Ligurie, Piémont, Latium). Il contrôle la C.G.I.L., première centrale syndicale italienne.

Le P.C.I. séduit la gauche européenne non communiste qui a coutume d'opposer les méchants semi-staliniens français aux communistes libéraux de Berlinguer. Ce cliché est sujet à caution. Certes, le P.C.I. n'hésite pas à exprimer ses désaccords avec l'U.R.S.S. lorsque l'occasion s'en présente. Mais il faut bien constater que, pour



l'apprête-t-il à adopter la lalien ?

l'instant, il ne s'est jamais opposé aux Soviétiques (exception faite de la crise portugaise de mai-novembre 1975) sur un point de politique étrangère vital pour l'U.R.S.S. Il a soutenu Moscou dans les affaires vietnamiennes et angolaises.

#### P.C.I. LIBERAL ET P.C.E. PACIFIQUE ?

De plus, si le P.C.I. tolère que certains de ses responsables, voire des membres du comité central, expriment des oppositions à la ligne officielle du Parti, il n'admet nullement la constitution de courants et de tendances en son sein. Et l'esprit de hiérarchie et le centralisme démocratique sont aussi fort en son sein que dans celui du P.C.F. De plus, son sectarisme, là où il est au pouvoir est réel : cela va du refus d'octroyer un logement à des militants de la démocratie chrétienne et de l'exclusion d'un lycée d'enfants de membres du M.S.I. (néo-fascistes) au non paiement des allocations chômage à ceux qui n'ont pas la carte du Parti en poche.

En revanche, il n'est pas douteux que le P.C.I. joue la carte de la modération et du réformisme. Il se veut avant tout gestionnaire de la société italienne et abandonne son langage révolutionnaire davantage encore que le P.C. français.

La carte de la modération est aussi jouée par le P.C. espagnol. Et pour cause ! Celui-ci a beaucoup à se faire pardonner depuis la guerre civile. Les autres partis de l'opposition et de la clandestinité n'oublent pas que le P.C.E. n'était rien en 1936 dans le camp répu-

blicain et qu'il élimina progressivement tous ses partenaires des postes-clés en trois ans. Les trotskystes du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) qui ont eu droit à leur petit Katyn catalan ne diront sûrement pas le contraire.

Du coup, Santiago Carillo se démarque brutalement de l'U.R.S.S. et se montre sur ce point encore plus radical que Berlinguer. Il se prononce pour le pluralisme politique et se dit même prêt à accepter une monarchie constitutionnelle si le peuple en décide ainsi. Cette politique vaut au P.C.E. 10 à 15 % des intentions de vote d'après des sondages officiels et une implantation militante redoutable dans les banlieues ouvrières de Madrid, Barcelone ou Bilbao.

#### LE « SUICIDE » DU P.C. PORTUGAIS

Le Parti portugais apporte « a contrario » la preuve de la justesse de la tactique italienne et espagnole. Ses dirigeants et ses militants proscrits pendant quarante-cinq ans au Portugal, ont reporté toute leur fibre patriotique sur un pays de substitution : l'U.R.S.S. Et il faut aller au Portugal pour entendre un congrès communiste en Occident scander pendant de longues minutes sur l'air des lampions « U.R.S.S.-U.R.S.S. » Cette fidélité à Moscou s'est traduite par un langage et une praxis dignes du Thorez des années 1930. Cela a amené Cunhal à pratiquer le verbalisme révolutionnaire et l'élimination ouverte et brutale des socialistes dans les syndicats et la presse. Jusqu'à un certain 25 novembre qui a consacré la liquidation des appuis étatiques du Parti ! Attitude suicidaire dira-t-on. Peut-être. Mais on peut aussi se demander si le P.C.P. agissant en fidèle satellite de l'U.R.S.S. ne s'est pas efforcé de rester au pouvoir le temps de diriger la décolonisation portugaise : ainsi a-t-il pu favoriser l'arrivée au pouvoir en Angola du M.P.L.A. pro-soviétique. Mais le forcing qu'il a fourni en 1974-1975 lui coûte maintenant très cher : éliminé de l'appareil politico-militaire depuis le 25 novembre 1975, il n'est plus, électoralement parlant, que le quatrième parti portugais. Enfin, il est enfermé dans un ghetto dont il lui sera difficile de sortir malgré la toute récente opération charme de Cunhal.

Si son stalinisme met hors course le P.C.P., peut-on dire à l'inverse que le charme discret et bourgeois des dirigeants espagnols et italiens les mettent

à portée du pouvoir ? La réponse doit être des plus nuancée.

#### L'AVENIR DES COMMUNISTES « MODERES »

En Espagne, le Parti est bloqué pour l'instant par l'existence d'une force militaire dans l'ensemble résolument hostile à sa rentrée politique.

Mais la mutation pénible du régime espagnol peut lui permettre des espoirs à moyen terme : Juan Carlos a eu l'intelligence de comprendre qu'il fallait mettre fin au franquisme de guerre civile. L'ennui c'est que ses conseillers manquent d'imagination et veulent créer, outre-Pyrénées, une pâle copie du libéralisme avancé anglo-saxon assorti d'une démocratie couronnée. Ce régime est inviable en Espagne. N'aurait-il pas mieux valu miser plutôt sur la reconstitution des fueros communaux, régionaux et syndicaux ? Et le modérantisme du P.C.E. fait que la contrepartie attendue par Fraga Iribarne à la libéralisation de l'Etat ne vient pas : l'opposition du centre et de gauche n'accepte nullement de participer au jeu légal en laissant le P.C.E. dans son ghetto et sa clandestinité.

En Italie, le P.C.I. semble beaucoup plus proche du pouvoir. Et pourtant, il ne tient nullement à le prendre maintenant, car il sait qu'il ne le garderait pas.

Les amis de Berlinguer font, en effet depuis des années, de la démagogie. Or s'ils arrivent au pouvoir, ils auront à gérer une situation économique qui

est déjà désastreuse et qui sera aggravée par la suppression des crédits internationaux à un gouvernement à participation communiste (1). Ils seront donc obligés de pratiquer brutalement une politique d'hyperaustérité qui sera impopulaire (2). Ils préféreraient donc se contenter dans l'immédiat, de gagner de nouveaux bastions municipaux et régionaux pour modeler peu à peu la botte italienne à leur pointure.

Autrement dit, les deux principales nations méditerranéennes sont condamnées à subir une obscurité (ou une incertitude) au niveau de l'Etat tandis que la contre-société communiste est appelée à contrôler de plus en plus de pouvoirs, mais non le Pouvoir.

Et la France giscardienne ne peut rien pour nos voisins. Son libéralisme sans talent ne fournit ni un modèle, ni un exemple crédibles au Prince espagnol et aux quelques politiques lucides d'Italie. Il en aurait été différemment si l'effort gaullien d'instauration d'un état indépendant et non bureaucratique avait débouché sur son prolongement naturel : la dynastie capétienne.

Michel Touron.

(1) Ce d'autant plus que les Etats-Unis tiennent tout pour barrer la route au P.C.I. Ils ne tiennent pas à le voir au pouvoir à Rome lorsque la Yougoslavie voisine connaît les convulsions de l'après-titisme et les ingérences soviétiques qui l'accompagneront.  
(2) Par parenthèse, une victoire du P.C.I. aux élections du 20 juin, serait catastrophique pour la gauche en France : les électeurs français seraient à l'esprit en 1978 l'exemple de deux ans d'austérité communiste à l'italienne.

PHILIPPE  
VIMEUX

LE COMTE  
DE PARIS  
OU LA PASSION  
DU PRESENT

**ENFIN**  
un livre sur  
**SA PENSEE**  
**SON ACTION**

29 F franco

#### BON DE COMMANDE A RETOURNER AU JOURNAL :

La Nouvelle Action Française - 17, rue des Petits Champs - 75001 Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

désire recevoir le livre « Le Comte de Paris ou la passion du présent » et verse pour cela la somme de 29 F (règlement chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de l'Institut de Politique Nationale)

lire

henrik  
stangerup :

# l'homme qui veut être coupable

Voilà un bon roman venu du froid. D'un froid pas si lointain, puisqu'il est danois, mais surtout parce qu'il nous glace ; nous saisit d'autant mieux que le libéralisme avancé réconcilié avec la social-démocratie s'annonce comme notre avenir politique probable.

MM. Jean-François Revel et Jean-Jacques Servan-Schreiber en rêvent tout haut pour les lecteurs de « L'Express ». Le paradis du développement et de l'égalité, le socialisme réconcilié avec la liberté, la morale émancipée seraient, paraît-il en bonne voie d'éclosion en Europe du Nord. Roland Huntford nous a déjà mis en garde avec son essai sur le nouveau totalitarisme. Mais rien ne vaut, pour anticiper sur le futur, les hommes d'imagination et de création. Eux seuls sont capables d'appréhender le futur, subjectivement, en s'y projetant eux-mêmes avec leur chair, leur sensibilité, leur intelligence.

Avec Henrik Stangerup, écrivain et cinéaste danois, nous y sommes, nous vivons déjà dans l'Eden promis, aseptisé, scientifiquement et techniquement au point, normalisé. Et c'est terrifiant... Terrifiant, non parce que ce serait le règne de la peur, de la violence, celui d'Orange mécanique. Ou plus exactement, nous n'abandonnons pas Orange mécanique, nous en sommes à la dernière séquence, celle de l'hôpital où le jeune homme ivre de violence est méconnaissable, bêlant comme un agneau, inoffensif et asexué.

Le monde du roman de Stangerup, c'est celui où les « psi » ont gagné, où ils sont partout, où ils dominent tout. Les séances d'A.A. : Anti-agression quotidienne, où l'on se défoule en battant des poupées de chiffon, ou en insultant tout son saoul des personnages imaginaires, produisent leurs effets. Au début, on s'amuse, on garde la distance. Et puis on se laisse prendre, comme Edith la femme de Torben, le héros du roman. Alors, c'est terminé, la vie. Plus d'aventures, plus de projet, plus même d'amours. Conformisés, programmés, il n'y a plus qu'à se laisser aller à la rationalité évidente d'une conduite normalisée, poser des actes parfaitement objectifs, sans histoires.

Le soir où il comprend que ça y est, que la prison va se

fermer définitivement, Torben explose, se jette sur sa femme qu'il tue sauvagement sous les yeux de son fils... Tuer sa femme, c'est très mal évidemment, c'est affreux. Pourtant, il y a pire encore. C'est être dépossédé de son acte, de sa responsabilité. Non, lui répètent, à en devenir dingues, tous les psychanalistes de la terre, renforcés de myriades de collabos, vous n'avez pas vraiment tué. Les circonstances expliquent votre conduite. Vous êtes même innocent ! « Vous savez bien que la société est en train de supprimer une fois pour toutes le concept de culpabilité ».

Alors, commence, le long, épuisant, implacable combat de l'homme qui veut être coupable, à l'encontre de tous, à l'encontre de la science. Impossible de trouver une vraie main secourable, qui ne finisse pas par flancher, dans une collectivité qui a désappris à réagir et où toute révolte paraîtrait incongrue. Comment un



homme seul pourrait résister avec l'univers contre lui ? C'est le Goulag, mais le Goulag libéral-social-démocratisé, avec élections libres, où la pression de l'idéologie rationaliste maîtresse absolue des médias est victorieuse en douceur, où la législation permet la contrainte de droit. Oui pourrait s'insurger contre le bonheur, rationnel que la société collectivisée dispense avec bienveillance ? Enfin, voilà les enfants pris en charge au plus tôt, arrachés

aux incapables, aux risques de traumatismes ! Inutile de raconter le roman et son dénouement. Mieux vaut lire Stangerup qui nous fait souvenir que sa patrie est celle de Kierkegaard et que dans les Goulags naissent des Soljenitsyne.

Gérard LECLERC.

(1) Notons que l'éditeur de « l'Homme qui veut être coupable » n'est autre que le Segittaire, qui a publié également « le Purgatoire » de Pierre Boutang. Nous remercions de cette maison renaissante dont la liberté d'esprit fait souffler un peu d'air frais dans le monde de la littérature.

## de l'état

L'Etat. Faut-il le détruire, ou le reconstruire ? Le libérer ou s'en libérer ?

Sa logique interne le pousse-t-il à s'étendre toujours plus, au point de devenir, à l'époque moderne, un monstre froid totalitaire ? Vastes questions, qui naissent à la lecture du remarquable petit livre de Bernard Chantebout (1).

Spécialiste des sciences politiques, ce jeune universitaire a réussi à nous donner en moins de deux cents pages une réflexion de qualité sur la difficile question de l'Etat. Cela tenait de la gageure. L'appréhension du problème est cependant précise, lucide et complète, même si on souhaite parfois un supplément d'information et d'explications à propos de telle analyse ramassée jusqu'au schéma ou de tel jugement qui semble trop rapide.

Il n'en reste pas moins que Bernard Chantebout est allé à l'essentiel, tant au niveau de l'a-

nalise que dans la critique. Défilent ainsi des réflexions sur la nature du pouvoir et la genèse de l'Etat, sur le pouvoir étatique et le pouvoir social, la démocratie libérale et la révolution totalitaire. Ce qui permet à l'auteur de dénoncer au passage quelques mythes, comme la fameuse « séparation des pouvoirs », ou de procéder à une critique en règle de Rousseau, dont la théorie de la liberté abstraite d'un citoyen abstrait mène tout droit à la tyrannie et au totalitarisme.

On soulignera aussi l'analyse très lucide des processus récupérateurs et conservateurs d'une démocratie moderne toute formelle. Comme l'écrit Bernard Chantebout, celle-ci « s'accommode parfaitement de l'hégémonie de l'oligarchie dominante. Amenée par la pression de l'idéologie à considérer comme naturelle l'organisa-

tion sociale qui lui est imposée, la peuple mandate des gouvernants qui n'ont aucune envie de la remettre en cause, et qui, de plus, pour satisfaire les aspirations du peuple à la croissance économique, doivent accepter de collaborer étroitement avec les forces économiques dominantes ».

Il y a donc, selon le mot de Jacques Ellul, une « illusion politique » qui se nourrit des jeux de l'urne et du hasard et du mythe d'une Révolution majuscule. Une révolution authentique, un changement en profondeur de notre société et de notre vie sont-ils pour autant impossibles ? Non, répond Bernard Chantebout, si les Français commencent par se changer eux-mêmes. C'est vrai, au moins pour quelques-uns d'entre eux. Encore faut-il qu'ils aient une idée claire des conditions politiques de la justice et de la liberté.

Y. Landevennec.

(1). Bernard Chantebout. De l'Etat. (Consortium de Librairie et d'Édition). En vente à nos bureaux.

# les royalistes et la droite

Philippe Vimeux, après avoir analysé les confusions idéologiques qui ont parfois dénaturé le royalisme, nous explique, dans ce numéro, comment les possibilités de restauration par « en haut » furent gâchées au XIX<sup>e</sup> siècle.

Comme les élections de mai 1849, celles de février 1871 (juste avant la Commune) furent un triomphe pour les royalistes. Jusqu'ici très effacé, le comte de Chambord — âgé de 50 ans — commence alors à jouer un rôle politique de premier plan. Mais la restauration manquée — en 1848 — à cause de l'opposition irréductible des Bourbons et des Orléans, n'avait pas suffi pour enseigner les royalistes. Quand l'Assemblée nationale, en 1871, était prête à rappeler le Roi, on se divisa sur la question du drapeau.

## L'ECHEC LEGAL

On avait alors renversé Thiers, en mai 1873, en ayant enfin saisi qu'il faisait davantage son propre jeu de celui du royalisme. Tout était prêt pour le retour d'Henri V, ... quand ce dernier se déroba quelques jours avant son retour. De cet échec, le caractère du Prince était-il le seul responsable ?

Il est évident que d'autres influences ont joué. L'idée — théologie du droit divin (1), en particulier, était suffisamment répandue et partagée pour qu'elle fut déterminante. Sinon comment expliquer l'attachement au « drapeau blanc » ?

En effet, ce dernier n'était celui de la France royale que depuis 1814, et les trois couleurs étaient celles de la Maison du Roi depuis Henri IV. La question du drapeau était donc un symbole : pour les idéothéologues du royalisme, la France n'est plus la France depuis 1789, la Monarchie est l'alliée automatique et éternelle de l'Eglise parce que l'une et l'autre sont confondues dans la même réprobation par les révolutionnaires et la religion est la meilleure gardienne de l'ordre social...

Les ultras avaient encore gagné : le Prince les rejoignait et les « principes » étaient saufs. Seulement ces principes étaient-ils ceux de la monarchie ? Etrange destin que celui d'un Prétendant royal qui meurt sans laisser derrière lui autre chose qu'une fidélité senti-

mentale. Et c'est précisément parce que la doctrine royale était si vague que chacun construisait sa propre apologétique : ainsi, souvent, la monarchie devenait l'alibi idéologique.

Dès 1871, la monarchie n'apparaît-elle pas uniquement comme un régime d'ordre et de conservation ? Comme des historiens l'ont montré pour le règne de Charles X, on sait que les royalistes défendirent et furent défendus avant tout par des possédants terriens ou bourgeois. Le Prince aurait dû se dégager et s'interroger : qu'est-ce que l'ordre sans la justice ?

A défaut d'une réflexion fondamentale, il affirmait cependant spontanément au temps du pourrissement de la Commune : « je ne suis point un parti, et je ne veux pas revenir pour régner par un parti. Je n'ai ni injure à venger, ni ennemi à écarter, ni fortune à refaire, sauf celle de la France, et je puis choisir partout les ouvriers qui voudront s'associer loyalement à ce grand ouvrage ? » (2).

On voit combien — si l'on s'en tient à ses déclarations — le comte de Chambord, s'il ne fut pas un Prétendant habile, eût été un bon Roi. D'abord son intérêt se porte — notamment sous le second Empire — sur les questions ouvrières, agricoles ou de décentralisation. Et puis, pour commencer par balayer devant sa porte, il réconcilie les royalistes, en août 73, par la fusion des deux branches opposées de la famille royale.

Après sa mort, en 1883, le comte de Paris — âgé de 45 ans — rassemble, hormis quelques ultras, la quasi-totalité des forces royalistes. Se dégageant peu à peu de ses tuteurs, Philippe VII conçoit une politique royaliste positive. Pour conquérir légalement le pouvoir, il engage une politique d'alliances. Ainsi les élections de 1885 voient-elles progresser à nouveau le nombre des parlementaires royalistes, mais derrière l'étiquette conservatrice.

## LE FOND ET L'ACCIDENT

Ce plan est bien vite bouleversé quand, en 1886, le chef de la Maison de France est condamné à l'exil. Alors toute politique fondée sur la présence du Prince parmi les peuples de France est rendue impossible ; de même l'éloignement physique du Prince entraîne, non pas la méconnaissance des problèmes français, mais la perte d'une certaine rapidité d'intervention et de la liberté d'initiative.

Dès sa naissance, un mouvement royaliste populaire acquiert donc une importance capitale. Lié à la vie parlementaire, il développe pourtant hors des élections une structure originale, appuyée notamment sur une foule de notables et de journaux divers. Lié au Prince en vertu de l'allégeance évidente, son organisation n'en est pas moins autonome. Mais en choisissant les bénéficiaires de ses subventions et de son attention, le Prince définit vite, à l'intérieur du mouvement, un véritable parti monarchique.

## LA PRISE DE CONSCIENCE DU ROYALISTE

Si rien n'arrête le constant reflux du royalisme parlementaire, une conscience royaliste se dégage peu à peu au gré des événements. Si la partition parlementaire range les royalistes à droite, on doit noter que jamais ni les vrais royalistes ni les Princes ne se laissent enfermer dans ces catégories. Qu'on songe aux royalistes sociaux.

Que le royalisme ne soit pas a priori « de droite », c'est ce qu'on voit nettement au temps du boulangisme, quand naît un mouvement républicain de droite. Les royalistes, certes, sont compromis... mais qu'ils s'en aperçoivent, prouve qu'ils ne s'y retrouvent pas exactement. De même,

le Ralliement en 1892 décanse les forces traditionalistes : le royalisme ne se défend plus, seulement ou d'abord, par la religion, mais par des raisons politiques positives : c'est ce qui sépare un Albert de Mun d'un La Tour du Pin.

Et il faut noter cette sorte d'évidence commune liant tous les royalistes et qui sera peu à peu perdue au XX<sup>e</sup> siècle. Cette évidence, c'est le refrain repris, contre les ultras par Henri V, Philippe VII et Philippe VIII : « exempt de préjugés, loin de me renfermer dans un esprit étroit d'exclusion, je m'efforcerai de faire concourir tous les talents, tous les caractères élevés, toutes les forces intellectuelles de tous les Français, à la prospérité et à la gloire de la France » (3) ; « la monarchie ne sera pas la revanche d'un parti vainqueur sur un parti vaincu, le triomphe d'une classe sur une autre classe » (4) ; « la royauté n'est pas un parti : Henri IV, qui conquiert son trône moins par son épée que par le plébiscite des cœurs, avait la même pensée lorsqu'il se disait « de la religion de tous ceux qui sont braves et bons » (5).

S'il est un point, en effet, qui peut définir le royalisme au-delà de tous les alibis idéologiques, c'est bien que, comme la monarchie, il n'est pas un parti. La contradiction cependant va naître d'un mouvement écartelé entre les réalités qu'il souhaite et celles qu'il vit dans un système contraire.

Ph. VIMEUX.

(1) Dieu et le Roi : donc le Roi contre la Révolution — « satanique ».

(2) 8 mai 1871.

(3) Comte de Chambord : 5 octobre 1848.

(4) Comte de Paris, septembre 1887.

(5) Duc d'Orléans, 10 novembre 1895.

## n.a.f. 5 ans de combat

« N.A.F., cinq ans de combat », un recueil d'articles de la N.A.F. journal qui retrace les grandes étapes de notre action depuis cinq ans.

Pourquoi ce choix d'articles de la N.A.F. ?

Certainement pas par complaisance envers nous-mêmes : la relecture des collections d'un journal est une rude épreuve où les fautes et les erreurs — tant de forme que de fond — sautent aux yeux immédiatement.

Il reste cependant que ces articles marquent les moments de recherche et les épisodes de com-

bat qu'il serait regrettable d'oublier : les uns comme les autres expliquent pour une part le présent, en même temps qu'ils font justice d'un certain nombre de vieilles calomnies. Ainsi au moment où la N.A.F. fête son 5<sup>e</sup> anniversaire, ils racontent une partie de son histoire.

Un livre utile et qui vient à son heure que chacun se doit de posséder et de diffuser autour de lui.

Un livre de 210 pages. Prix : 29 F (franco 32 F) - Tarif pour commande en nombre : 3 ex. 78 F (franco 83 F) - 5 ex. 116 F (franco 125 F) - 10 ex. 203 F (franco 215 F).

## l'honneur perdu de katharina blum

Qui n'a encore présents, à l'esprit, la psychose et le déferlement de haine suscités en Allemagne par la seule évocation de la « bande à Baader » ?

Le cinéaste Schlöndorff, en portant à l'écran le livre d'Henrich Böll, remet en question, bien au-delà de l'événement, les fondements mêmes de nos sociétés libérales.

Katharina Blum est une jeune femme divorcée vivant à Cologne en 1975. Elle est domestique chez un avocat et rien ne saurait apparemment la distinguer de milliers d'autres femmes, si ce n'est son extrême isolement. Mais voilà qu'elle rencontre un homme au hasard de la fête du carnaval : Ludwig Götten. C'est aussitôt l'espoir qui vient crever la solitude, c'est la découverte de la tendresse.

Un homme, une femme, parmi des millions d'autres, passent ensemble la nuit entre les murs de béton où vit Katharina Blum. Mais si Katharina, jeune Allemande parmi tant d'autres, ne signifie pas grand chose aux yeux de la société dans laquelle elle vit, Ludwig, lui, représente pour cette société quelque chose de bien précis. Déserteur de la Bundeswehr, il est recherché par toutes les polices, et soupçonné d'appartenir à une bande anarchiste. Ladite bande fait la « une » de tous les journaux de la presse à scandale, ce qui déclenche une véritable vague de terreur. Et au petit matin, alors que Ludwig est déjà parti, la police qui le suit dans ses moindres mouvements, va donner l'assaut à l'appartement de Katharina.

A partir de cet instant précis où un commando de tireurs d'élite conduits par une équipe de policiers viennent, sur un soupçon, l'arrêter, Katharina va devenir très vite selon une logique

infernale la proie de la police et de la presse à scandale et sortir définitivement de l'anonymat.

Violence, insultes, mépris, telles sont les techniques et les méthodes de l'interrogatoire policier qu'elle subit, techniques et méthodes utilisées aussi par la presse à sensations et à scandales incarnées en la personne d'un odieux reporter de la « Zeitung ».

A partir d'une présomption, d'heure en heure, jour après jour, l'acharnement conjugué de la police et de la presse vont faire de Katharina un objet, livré en pâture à la haine, à l'hystérie, au désir de vengeance d'une société soigneusement entretenue dans la terreur des « anarchistes ». Lettres d'insultes, déclarations extorquées malhonnêtement à sa famille, menaces, violation du plus secret de sa vie privée vont amener Katharina au plus profond de la solitude et du désespoir : peu avant la fin récit, elle fera venir chez elle, sous prétexte d'une interview, le journaliste de la « Zeitung » responsable de son honneur perdu, et le tuera ; sans haine, simplement comme une tentative désespérée de sa propre survie.

A l'enterrement du reporter, qui rassemble les grands de l'« ordre libéral démocratique », la condamnation de Katharina sera prononcée, son geste défini comme « une atteinte non seulement à la liberté de la presse, mais à la Démocratie »...

La description, par Schlöndorff, des méthodes d'inquisition policières de l'« ordre libéral » frappe par sa similitude avec d'autres méthodes — et à travers elles un autre « ordre » — celui de l'A-

veu : une même logique qui pose au départ la culpabilité préétablie d'une personne, et qui n'aura de cesse de la réduire, par les moyens les plus cruels et les plus indignes, au rang d'objet condamné à justifier lui-même l'accusation portée contre lui ; la destruction de l'individu aux seules fins de démonstration d'un postulat : c'est toute la démarche retracée par Soljenitsyne à propos de la répression stalinienne ; c'est le rapport individu/société qui préside au Goulag (1).

Alors l'hypocrisie et l'imposture de la société libérale éclatent dans toute leur évidence : une

société qui refuse à l'homme sa dignité et son secret, une société qui nie l'Être, porte le Goulag dans sa tête. Et le Goulag « libéral-avancé » ne guette-t-il pas également les Français ?

Benedicte Heliez.

(1) On se rappelle, à ce propos, que c'est précisément Heinrich Böll, qui a accueilli Soljenitsyne au moment de son arrivée en Europe.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le « suicide » d'Ulrike Meinhof. Quelle cruelle illustration de la logique infernale et policière qui sert outre Rhin.

## je ne m'abonne pas, mais...

« J'ai décidé de ne pas souscrire à votre proposition d'abonnement, mais cette décision, je ne l'ai pas prise sans hésiter. En effet, la lecture de votre journal, à laquelle je ne m'attendais pas, m'a particulièrement intéressé. J'y ai découvert ce que peut être une opposition et une dénonciation du libéralisme qui se réfère à d'autres principes que ceux qui sont traditionnellement évoqués par la gauche.

Si donc au début, j'ai eu quelques préventions contre votre mouvement et votre journal, j'y ai découvert une fermeté, une simplicité et un sens du mouvement qui m'ont étonné et je n'ai pas manqué de faire remarquer dans mon milieu (qui est plutôt de « gauche »), combien les monarchistes n'avaient rien à voir avec l'idée de droite incarnée par le libéralisme.

Déjà l'année dernière, je faisais remarquer à certains élèves qui se disaient maurrassiens que, s'ils voulaient être cohérents avec leur « conservatisme », ils devaient prendre garde que la subversion des valeurs morales dépendait peut-être moins d'une volonté idéologique venue de je ne sais quel pays de l'Est, que d'un bouleversement lié à un certain régime libéral qui — dans les faits, sinon en paroles — bafouait le meilleur de leur tradition ; alors j'évoquais l'exode rural, les mouvements de population, l'urbanisme sauvage et à propos de la perte du sentiment patriotique j'indiquais que les firmes multinationales étaient au moins aussi dangereuses que les groupes de pression marxistes léninistes.

Quand je leur tenais ce discours, je me trouvais confirmé dans mes propos pour certains articles des premiers exemplaires de la N.A.F. que j'avais reçus et par la lecture d'« Un autre Maurras » de Gérard Leclerc. C'est la raison pour laquelle parlant à des gens qui se réclamaient de Maurras en m'appuyant sur l'analyse élaborée par d'autres personnes se réclamant de Maurras (c'est-à-dire vous) je me sentais plus à l'aise pour contester le conservatisme et la peur du mouvement que je remarquais chez eux. (...) Le seul point qui me gêne à vrai dire — et pour vous, bien entendu, l'objection est de taille — c'est l'option royaliste du mouvement, non pas qu'elle me paraisse fantaisiste, mais parce que je vois mal l'articulation entre la substance des articles de fond et le projet politique tel que vous le présentez (assez peu souvent d'ailleurs et de façon toujours discrète). (...) Si, finalement, je ne m'abonne pas à la N.A.F., c'est, d'une part, parce que — grâce à vos envois — je dispose d'une documentation suffisamment suggestive pour continuer à mettre en garde mon entourage contre les préjugés et l'aider à s'ouvrir ; d'autre part, parce que n'étant pas un « politique », n'ayant pas une âme de militant, ne m'étant jamais abonné à un « journal d'opinion », je suis vexé de m'abonner justement au premier qui aurait été assez habile pour m'accrocher en m'envoyant gratuitement pendant six mois un numéro tous les quinze jours ! »

P.M. (Lyon).



# la n.a.f. en mouvement

## mercredis de la n.a.f.

Les mercredis de la N.A.F. ont lieu dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris-1<sup>er</sup> - 4<sup>e</sup> étage). A partir de 19 h 30, autour d'un buffet, lecteurs et sympathisants se retrouvent en une discussion libre et amicale, à 20 h 30 commence la conférence.

## cahiers de l'I.P.N.

Cahier n° 1 : (épuisé).

Cahier n° 2 :

- La crise de l'Etat.
- Comprendre la société industrielle.
- Les sociétés transnationales.
- Georges Bernanos.
- Une anthropologie maurrasienne.

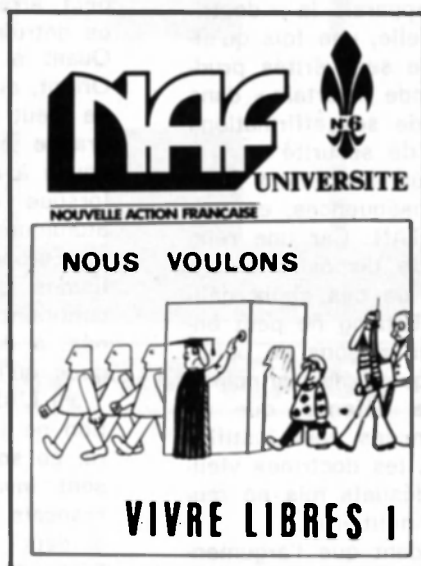
Cahier n° 3 :

- La nation.
- Charles Péguy.
- Retour à l'idée de légitimité.
- Le Comte de Paris.

Hors série n° 1 : Stratégie et politique.

Les Cahiers n° 2 et 3 : 6 F (franco 8 F).

Le Cahier Hors série : 10 F franco.  
Commandes au journal - CCP - N.A.F. 193-14 Z Paris.



# est paru

## au lecteur

La N.A.F. vient d'avoir cinq ans. Arrivent donc à échéance les abonnements de nos lecteurs de la première heure. Ils nous épargneraient des frais postaux importants s'ils renouvelaient spontanément leur abonnement sans attendre notre lettre de rappel. Au moment de faire votre chèque, n'oubliez pas les difficultés financières au milieu desquelles nous nous débattons ! Souscrivez votre abonnement au tarif de soutien (120 F) et, pendant que vous y êtes, arrondissez généreusement la somme pour participer à notre souscription. C'est ce qu'ont déjà fait nos amis dont la liste suit, qu'ils en soient grandement remerciés.

M.-H. Nice : 30 F ; J.-P. Sarran : 300 F ; L. de Monneron : 200 F ; J.-P. Bayonne : 14 F ; M.-P. Tricot : 20 F ; A. de Crémiers : 85 F ; Mme Denis : 250 F ; A. Mercier : 800 F ; J. Remacle : 100 F ; D. Zuili : 15 F ; Ch. Frater : 40 F ; Mme Conche : 300 F ; F. Sallé : 100 F ; anonyme Yvelines : 50 F ; J.-F. Trischler : 100 F ; anonyme Strasbourg : 25 F ; J.-F. Asselin : 200 F ; L. de Ravel : 200 F ; G.T. Alpes-Maritimes : 30 F ; Prof. Flour : 100 F ; J.-F. Mauriel : 150 F ; G. Villaume : 100 F ; Une royaliste de toujours : 50 F ; P. Tatibouet : 50 F ; Y. Alexandrov : 100 F ; Mme Berthelot : 10 F ; J. Cornu : 200 F ; Mme Jannin : 10 F ; R.P. Grenoble : 16 F ; J.-D. Chambéry : 56 F.  
Total de cette liste : 3 701 F.  
Total précédent : 40 021 F.  
Total général : 43 722 F.

Voici paru le numéro 6 de N.A.F. Université, travail du collectif des étudiants et lycéens de la N.A.F. Après des débuts modestes (les premiers numéros étaient seulement photocopiés) N.A.F.-U. se présente aujourd'hui sous la forme d'un journal de huit pages imprimées et a pris l'allure d'un « vrai » journal.

Au sommaire de ce numéro : un dossier sur l'armée, une étude sur la réforme Haby, une analyse des grèves étudiantes, un bilan de l'action des nafiistes dans les facs et des échos sur nos diverses activités.

Formule originale, N.A.F.-U. veut être essentiellement un outil de propagande au service des Jeunes royalistes. Aussi bien pour les militants et sympathisants isolés qui peuvent le diffuser de la main à la main, que pour les groupes organisés et structurés qui y ajoutent des pages locales intercalaires.

Il s'agit maintenant de faire connaître N.A.F.-U. et de le diffuser largement. Tous nos lecteurs peuvent y contribuer :

- 1) en s'y abonnant (5,20 F pour 6 numéros) ;
- 2) en collectant des abonnements ;
- 3) en achetant un certain nombre d'exemplaires pour les diffuser autour d'eux :
  - 10 ex. 5 F,
  - 25 ex. 10 F,
  - 50 ex. 18 F ;
- 4) en nous envoyant les noms et adresses de lycéens et étudiants susceptibles d'être intéressés et auxquels nous enverrons un spécimen.

## bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (\*)

NOM : ..... Prénom : .....

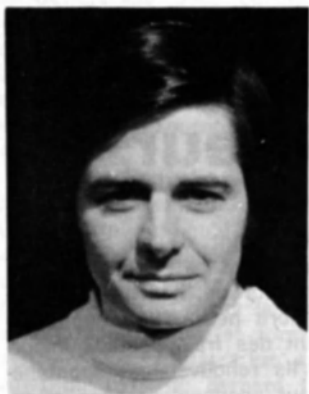
Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

**naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS**



par  
bertrand  
renouvin

# service inutile

« Le soupçon sert d'alibi à la médiocrité de la pensée » a dit le Président de la République, en présentant à la télévision le rapport gouvernemental sur les dépenses militaires des prochaines années. Nul ne saurait contester cette formule lapidaire et pratiquer, à l'égard de l'action giscardienne, les procès d'intention qui déforment trop souvent le débat politique.

Comme je l'ai dit dans notre dernier numéro, il faut juger sur pièces et, à défaut, prendre acte des mots prononcés, des intentions affirmées. Par exemple lorsque M. Giscard d'Estaing déclare qu'« Il n'est pas question » de réintégrer l'organisation militaire atlantique et que la France est un « pays indépendant... qui n'a l'intention de voir son sort déterminé par qui que ce soit d'autre ».

## UNE DOCTRINE PRESIDENTIELLE ?

Il faut donc se féliciter de la netteté de ces déclarations. Mais on ne saurait s'en satisfaire, car les considérations stratégiques que le Président de la République vient de nous livrer, après deux ans de réflexion, enterrent le « changement » rendu pourtant nécessaire par le malaise de l'armée et les ambiguïtés de notre défense.

Conserver ce qui est pour éviter les choix difficiles, telle apparaît la « doctrine » militaire présidentielle, une fois qu'elle a été débarrassée de ses vérités prudhommesques sur le « monde incertain » dans lequel nous vivons et de ses affirmations nobles sur le « devoir de sécurité ».

Ce conservatisme peut assurément avoir quelques heureuses conséquences, en particulier vis-à-vis de l'OTAN. Car une réinsertion officielle dans le dispositif américain est justement un de ces choix délicats que M. Giscard d'Estaing ne peut envisager pour d'évidentes raisons de politique intérieure. Mais, quant aux principes fondamentaux de notre défense, que de mauvaises raisons avancées pour justifier les analyses dépassées, les doctrines vieillottes et les moyens désuets mis en œuvre par la bureaucratie militaire...

Reconnaissons cependant que l'argumentation présidentielle ne manque pas de logique :

- il ne faut pas d'armée de métier parce qu'elle serait trop peu nombreuse, faute d'argent ;
- or il faut une armée classique nombreuse pour mener la « bataille » en Europe ;
- comme nos adversaires potentiels sont plus nombreux que les Français, l'Alliance atlantique est nécessaire pour maintenir l'« équilibre ».

## LEÇONS OUBLIÉES

Par malheur, cette belle logique montre que M. Giscard d'Estaing n'a strictement rien compris à la stratégie de l'âge nucléaire. Car son raisonnement, parfait dans le cadre de la stratégie classique qui privilégie la puissance de choc, le nombre des soldats et les alliances des Etats, est absurde à notre époque puisque l'arme nucléaire supprime la question du nombre, interdit toute bataille et rend incertaine toute alliance militaire. Cela a été démontré il y a longtemps déjà par le général Gallois (1), mais les réflexions présidentielles sur l'armée de métier, la « bataille » et nos alliances prouvent que les leçons d'autrefois ont été oubliées (ou jamais apprises) et que de mauvais conseillers ont remplacé les véritables experts :

1°) L'armée de métier : il est absurde de comparer, pour rejeter cette solution, le peu de soldats qu'elle alignerait face à une armée allemande « nombreuse et efficace ». Ce raisonnement quantitatif est un procédé grossier, destiné à flatter notre vieil antigermanisme ou à nous lancer dans une compétition vaine. Car l'Allemagne pourrait compter dix millions de soldats qu'elle demeurerait une nation soumise, faute de posséder l'arme nucléaire. Tandis que quelques dizaines de milliers de militaires professionnels servant et protégeant la force française de dissuasion peuvent faire reculer n'importe quel agresseur.

2°) La bataille en Europe : on ne voit pas pourquoi la France attaquée s'épuise-

rait dans un combat classique alors qu'elle peut arrêter son adversaire en menaçant de détruire ses principales agglomérations. Quant à la comparaison avec le Moyen-Orient, elle ne tient pas debout : la France ne peut aligner, comme le client d'une grande puissance, des milliers de chars voués à une destruction rapide — surtout lorsque l'adversaire dispose de moyens atomiques —. Enfin, l'idée de la bataille en Europe comble les vœux des impérialismes soucieux de « dénucléariser » le continent et l'exposerait, si elle était menée, à des destructions aussi catastrophiques qu'inutiles.

3°) L'Alliance atlantique : sa justification ne tient pas debout puisque, là encore, ce sont des arguments quantitatifs qui sont invoqués. Peu importe que 500.000 Français soient placés en face de 4.300.000 soldats du Pacte de Varsovie, et que 3.800.000 soldats de l'Ouest soient mis dans la balance : une confrontation éventuelle ne se traduirait pas par le choc des armées, mais par la menace que feraient peser sur l'existence d'une nation — ou d'un Empire — quelques sous-marins perdus dans l'Océan.

## L'ENJEU

En réalité, par ses raisonnements fallacieux, le Président de la République nie la spécificité et la crédibilité de notre force de dissuasion, la réduisant à n'être qu'un élément de la défense globale, alors que sans elle rien ne pourrait exister. Est-ce par aveuglement ? Peut-être. Mais sans doute aussi par intérêt politique immédiat. Car l'armée est devenue l'objet de la rivalité des partis : autrefois acquise à la droite, elle est maintenant sensible à la propagande de gauche. En annonçant une augmentation des crédits militaires, en reprenant la doctrine de la bureaucratie gaillonnée, en refusant d'en finir avec l'armée de conscription, M. Giscard d'Estaing cherche-t-il à neutraliser les séduisantes thèses de Charles Hernu ?

L'enjeu est de taille, bien sûr. Mais on peut légitimement s'étonner que le Président de la République cède avec autant de facilité aux pressions d'un Etat-Major englué dans ses souvenirs, sa routine et ses préjugés. Le conservatisme présidentiel le comblera d'aise. Mais la nation continuera à financer des matériels inadaptés et les jeunes Français à perdre leur temps dans un service inutile.

C'est dire que la défense est une affaire trop grave pour être prise en charge par des partis toujours en proie à une fièvre électorale : plus que partout ailleurs, l'indépendance de l'Etat est nécessaire pour tenir la politique de défense au-dessus des rivalités partisans et des groupes de pression militaires. Il y va de notre sécurité.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Voir en particulier ses deux derniers ouvrages : « La Grande Berne » et « L'Adieu aux armées » (cf. N.A.F. n° 110 et N.A.F. n° 224), ainsi que l'entretien que nous avons eu avec le général Gallois (N.A.F. n° 218).